

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans Cedex2

Orléans, le 02/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SWISS KRONO

Route de Cerdon
45600 Sully-sur-Loire

Références : VAT20250001
Code AIOT : 0010004585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2024 dans l'établissement SWISS KRONO implanté Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SWISS KRONO
- Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966. Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois. L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles

Oriented Standard Board (OSB). Elle est implantée sur près de 52 ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138 ha. Elle comprend 10 ha de bâtiment et 12 ha de parc à bois. En 2024, des sécheurs basse température et une centrale biomasse ont été mis en service.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/01/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	90 jours
4	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/01/2023, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
5	Principes directeurs	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	90 jours
6	Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	90 jours
7	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.3.5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
9	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	90 jours
10	Gestion des sols	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.3.11	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
11	PREVENTION DES POLLUTIONS	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.7.2	/	Demande d'action corrective	90 jours
12	PLAN DE DEFENSE	AP Complémentaire	/	Demande d'action corrective	90 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	CONTRE UN INCENDIE	du 28/12/2021, article 7.6.6.2 et 11.1			
13	PREVENTION DES POLLUTIONS	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.4.2.2	/	Demande d'action corrective	90 jours
14	Autosurveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.3.2	/	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/12/2021, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/01/2024, article 5	/	Sans objet
8	Consommations d'eau	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant rencontre des difficultés sur ses nouvelles installations de séchage basse température (BT), contrairement à la nouvelle centrale biomasse dont l'exploitation est satisfaisante et les rejets conformes à l'attendu. Le retard pris dans la mise en place de la surveillance en continu des rejets à l'atmosphère des sécheurs BT est compensée dans l'attente par un contrôle mensuel des rejets. Le travail de mise en conformité sur les rejets d'eau pluviales progresse lentement en lien avec le conseil départemental du Loiret dont les eaux de voiries se rejettent dans un bassin de l'exploitant mais la mise en conformité complète n'est pas encore acquise, la solution technique n'étant pas

encore techniquement définie.

Les dispositions de protection incendie du site ne sont pas totalement conformes mais l'exploitant poursuit son plan d'actions de mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2021, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmos
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2023
Prescription contrôlée : <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et' de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n°1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides ;- à une teneur en O2 précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.
Constats : <p>Vu le rapport APPAVE de contrôle du 19/07/2023 (mesures du 27 au 29/06/2023) sur le rejet Buttner conduit n°1 montre un retour à la conformité sur les dioxines et furanes. Conformité aussi des rejets de dioxines et furanes de 2 autres rejets contrôlés : OSB PROMILL conduit n°2 et Sécheur PP conduit n°3.</p> <p>Vu le rapport de contrôle du 12/03/2024 (mesures du 22 au 26/01/2024) : conforme OSB BUTTNER, OSB PROMILL conduit n°2, SECHEUR PP conduit n°3 sur les dioxines et furanes.</p> <p>Ecart levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émission (VLE) - Concentrations
Prescription contrôlée : <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p>

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n° 1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides
- à une teneur en O₂ précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6	Conduit n°7
Concentration en O ₂	18 %	18 %	18 %	3%	3%		
Poussières	10	10	30	5	5	15	15
SO ₂	50	50	50	35	35		
NO _x en équivalent NO ₂	200	200	200	100	100		
CO	200	200	200	100	100		
COVT	200	200	200			100	100
COVNM				110	110		
HAP	0,1	0,1	0,1				

Cd+Hg+ Tl et composés	0,1 (0,05 p a r m é t a l)	0,1 (0,05 p a r m é t a l)	0,1 (0,05 p a r m é t a l)				
A s + Se+Te et composés	1	1	1				
P b et composés	1	1	1				
Sb+Cr+Co+Cu+Sn + Mn+Ni+ V+Zn et composés	5	5	5				
Formaldéhyde	10	10	10			10	15
Dioxines et furannes (PCDD/P CDF) en ng l- TEQ/Nm 3	0,1	0,1	0,1				

Conduit sécheur indirect basse température OSB (n°1' et n°2') à partir du 01/07/2024	Concentration moyenne sur la période d'échantillonnage (mg/Nm ³)
Poussières	10
SO ₂	10
CO	40
COVT	200
HAP	0,02
Cd+Hg+Tl et composés	0,02 (0,01 par métal)
As+ Se+Te et composés	0,2
Pb et composés	0,2
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+ Mn+Ni+V+Zn et composés	1
Formaldéhyde	10

Conduits n°8-1 et n°8-2	Valeur limite en moyenne journalière (mg/Nm³)	Valeur limite en moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles (mg / Nm³)	Valeur limite en moyenne annuelle (mg/Nm³)
Concentration O ₂	15 %	15 %	15,00 %
NOx	55	50	50
CO	85	85	85
Poussières totales	-	10	-
Dioxyde de soufre (SO ₂)	10	10	10

Conduit n°9	Valeur limite en moyenne journalière (mg/Nm³)	Valeur limite en moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles (mg / Nm³)	Valeur limite en moyenne annuelle (mg/Nm³)
Concentration O ₂	6,00 %	6,00 %	6,00 %
Poussières totales	10	9	5
CO	160	150	150

C h l o r u r e d'hydrogène (HCl)	12	11	5
Dioxyde de soufre (SO ₂)	85	77	50
NOx	200	182	140
Ammoniac (NH ₃)	15	15	15
COVnm	-	50	-
F l u o r u r e d'hydrogène (HF)	-	1	-
Cadmium (Cd)	-	0,05	-
Thallium (Tl)	-	0,05	-
M e r c u r e e t composés (Hg)	-	0,01	-
Cd + Tl + Hg et composés	-	0,1	-

Plomb et composés (Pb)	-	1	-
As + Se + Te et composés	-	1	-
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	-	5	-
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm ³	-	0,1 ng	-
HAP	-	0,01	-

Conduit n°10	Valeur limite en moyenne journalière (mg/Nm ³)	Valeur limite en moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles (mg / Nm ³)	Valeur limite en moyenne annuelle (mg/Nm ³)
Concentration O ₂	3,00 %	3,00 %	3,00 %
NOx	85	77	60
CO	55	50	50
Poussières totales	-	5	-

Dioxyde de soufre (SO ₂)	-	35	-
COVnm	-	50	-
HAP	-	0,01	-
Cd + Tl + Hg et composés	-	0,1	-
Plomb et composés (Pb)	-	1	-
As + Se + Te et composés	-	1	-
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	-	5	-

Constats :

Conduit n°9 - chaudière biomasse - Vu en visite les valeurs mesurées en continu (PS, CO, HCl, SO₂, NOx, NH₃ et HF) sur les rejets, toutes nettement inférieures aux VLE, la plus significative concernant les poussières totales (6,8 mg/Nm³ pour une VLE à 10).

Vu le rapport de contrôle du 05/09/2024 sur les rejets de la chaudière Biomasse de 65 MW en nominal (mesures du 23/07 au 24/07/2024 avec régime de fonctionnement normal à 42,25 MW) : VLE respectées. *La puissance nominale indiquée dans le rapport est supérieure à celle de 63 MW mentionnée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/01/2023.*

La VLE mentionnée dans le rapport pour les HAP est fautive : mention d'une valeur de 0,1 mg/Nm³

alors qu'elle est de 0,01. Pour autant, cette valeur n'est pas dépassée.

Les VLE en CO, NOx, PS et HCl mentionnées dans le rapport sont celles applicables en moyenne journalière. Or la mesure a porté sur une durée de 4h. La comparaison aurait dû être faite avec les VLE pour des mesures ponctuelles (VLE de 150 mg/Nm³ pour le CO au lieu de 160, VLE de 182 mg/Nm³ pour les NOx au lieu de 200, VLE de 9 mg/Nm³ pour les PS au lieu de 10, VLE de 11mg/Nm³ pour l'HCl au lieu de 12). Pour autant, ces valeurs ne sont pas dépassées. Le résultat sur le CO (valeur nulle) interpelle toutefois.

Conduit n°10 - chaudière gaz

Vu le rapport de contrôle du 05/09/2024 sur les rejets de la chaudière Gaz de 36 MW en nominal (mesures du 23/07 au 24/07/2024 avec régime de fonctionnement normal à 36 MW) : VLE respectées. La puissance nominale indiquée dans le rapport est inférieure à celle de 37,5 MW mentionnée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/01/2023.

Les VLE en CO et NOx mentionnées dans le rapport sont celles applicables en moyenne journalière. Or la mesure a porté sur une durée de 2h. La comparaison aurait dû être faite avec les VLE pour des mesures ponctuelles (VLE de 50 mg/Nm³ pour le CO au lieu de 55, VLE de 77 mg/Nm³ pour les NOx au lieu de 85). La valeur mesurée en NOx est de 81,8mg/Nm³, **la VLE en NOx est donc dépassée.**

Vu le rapport de contrôle du 12/03/2024 (mesures du 22 au 26/01/2024) : conforme conduit n°1 OSB BUTTNER, OSB PROMILL conduit n°2, SECHEUR PP conduit n°3, PRESSE PP conduit n°6, PRESSE OSB conduit n°7 sur l'ensemble des paramètres mesurés.

Conduit n°1' (3 conduits) - Sécheur BT OSB

Vu le rapport de contrôle par l'APAVE du 19/06/2024 : mesure du 02/05/2024 sur les 3 conduits (dénommé sécheur 1, 2 et 3 par l'organisme de contrôle) d'un des 2 sécheurs basse température. Le rapport conclut au respect des VLE en concentration pour tous les paramètres sauf :

- COVT sur "SECHEUR 1" (263 mg/Nm³ à 18 % O₂ sur gaz humide pour une VLE à 200)
- PS sur "SECHEUR 1" et "SECHEUR 3" (18,9 mg/Nm³ sur gaz humide pour une VLE à 10).

Toutefois, ces VLE ne sont applicables qu'au 1er juillet 2024 selon les termes de l'arrêté préfectoral, les mesures ayant été effectuées en mai 2024, il ne s'agit donc pas d'un écart à la réglementation.

L'exploitant a indiqué qu'il était en mai en phase de réglages notamment au niveau de la recirculation en air chaud (optimisant la quantité de chaleur rejetée au niveau supérieur) et qu'il ajustait au fur et à mesure des dysfonctionnements rencontrés, les paramètres pour une utilisation optimale des sécheurs.

Conduit n°1 - Sécheur OSB Büttner

Vu le rapport du 24/07/2024(mesures du 24/06/2024): selon rapport, non-conformité sur la concentration en CO : valeur de 207 mg/Nm³ pour une VLE prise en compte dans le rapport à 200.

Le sécheur BUTTNER est encore en activité car il sert en back-up tant que le fonctionnement des sécheurs BT n'est pas pleinement stabilisé. Par courrier du 24 septembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'à la suite de la mise en service des 2 sécheurs basse température, il rencontre des difficultés de fiabilisation de ces installations, induisant un redémarrage d'un de ses anciens sécheurs rotatifs (BUTTNER). Il précise que le sécheur a été déconnecté le 16/09/2024 et qu'il a fonctionné 758 h au total de façon ponctuelle par période journalière variant de 0 à 24h maximum. Il précise qu'il a utilisé sur les 2 dernières semaines d'août ce sécheur de façon plus importante du fait de dysfonctionnements répétitifs, notamment des encrassements rapides de

la bande de transport et des échangeurs thermiques.

Conduit n° 3 - Sécheur PP (PROMILL) :

Valeurs affichées de la mesure en continu conformes sauf sur le CO - valeur instantanée affichée de 246,6 mg/m³, valeur moyenne affichée de 242 mg/m³, valeur journalière affichée de 385 mg/m³. La VLE est de 200 mg/Nm³.

PdC2 - La VLE en CO de l'ancien sécheur Büttner n'est pas respectée lors de la mesure de juin 2024. La VLE en NOx de la chaudière gaz est dépassée en juillet 2024. Le jour de l'inspection, la VLE en CO du sécheur PROMILL est dépassée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2024, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émission (VLE) - Flux

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux de polluants en kg/h	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6	Conduit n°7
Poussières	10,5	0,095	0,045	2,25	0,45
SO ₂	17,5	0,665	0,315		
NO _x en équivalent NO ₂	70	1,9	0,9		

CO	70	1,9	0,9		
COVT	70			15	3
COVNM		2,1	1		
HAP	0,04				
Cd+Hg+Tl	0,04 (0,02 par métal)				
As+ Se+Te	0,35				
Pb	0,35				
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+ Mn+Ni+V+Zn	1,75				
Formaldéhyde	3,5			1,5	0,45

Le débit maximal pour l'ensemble des cheminées des futures installations de séchage basse température pris en compte pour le respect des flux de l'Etude des Risques Sanitaires de 2021 est de 1 500 000 Nm³/h.

Conduits sècheurs indirect basse température OSB	Flux de polluants en kg/h des deux sècheurs OSB basse température
---	--

Poussières	12,7
SO ₂	12,7
CO	50,8
COVT	200
HAP	0,02
Cd+Hg+Tl et composés	0,02 (0,01 par métal)
As+ Se+Te et composés	0,2
Pb et composés	0,2
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et composés	1
Formaldéhyde	12,7
Conduits n°8-1 et n°8-2	Flux de polluant (kg/h)

NOx	3,5
CO	5,4
Poussières totales	0,6
Dioxyde de soufre (SO ₂)	0,6

Conduit n°9	Flux de polluant (kg/h)
Poussières totales	1,1
CO	16,5
Chlorure d'hydrogène (HCl)	1,32
Dioxyde de soufre (SO ₂)	9,35
NOx	22
Ammoniac (NH ₃)	1,65
COV	5,5

Fluorure d'hydrogène (HF)	0,11
Cadmium et composés (Cd)	0,006
Thallium et composés (Tl)	0,006
Mercure et composés (Hg)	0,006
Cd + Tl + Hg et composés	0,011
Plomb et composés (Pb)	0,11
As+Se+Te et composés	0,11
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	0,6
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm3	1,1E-08
HAP	0,001
Conduit n°10	Flux de polluant (kg/h)

NOx	2,574
CO	1,95
Poussières totales	0,195
Dioxyde de soufre (SO ₂)	1,365
COV	1,950
HAP	0,00039
Cd + Tl + Hg et composés	0,004
Plomb et composés (Pb)	0,039
As+Se+Te et composés	0,039
Sb+Cr+Cu+Sn++Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	0,195

Les flux annuels maximums autorisés à l'échelle du site, par paramètres, sont les suivants :

	Flux de polluant (t/an)
--	-------------------------

Poussières totales	162
CO	1755
Chlorure d'hydrogène (HCl)	4,4
Dioxyde de soufre (SO ₂)	476
NOx	245,8
Ammoniac (NH ₃)	13,2
COV	828,4
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,9
Cadmium et composés (Cd)	0,044
Thallium et composés (Tl)	0,044
Mercure et composés (Hg)	0,044
Cd + Tl + Hg et composés	0,090

Plomb et composés (Pb)	0,880
As+Se+Te et composés	0,896
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	4,480
PCDD/PCDF en ngl-TEQ/Nm3	8,8E-08
HAP	0,0092
Formaldéhyde	14,4000

Constats :

Vu le rapport de contrôle du 05/09/2024 sur les rejets des chaudière Biomasse (conduit n°9) et Gaz (conduit n°10) (mesures du 23/07 au 24/07/2024) : Le rapport ne mentionne les VLE en flux applicables. Toutefois, ces VLE sont bien respectées.

Vu le rapport de contrôle du 12/03/2024 (mesures du 22 au 26/01/2024) : conforme conduit n°1 OSB BUTTNER, OSB PROMILL conduit n°2, SECHEUR PP conduit n°3, PRESSE PP conduit n°6, PRESSE OSB conduit n°7 sur l'ensemble des paramètres mesurés.

Vu le rapport de contrôle par l'APAVE du 19/06/2024 : mesure du 2/05/2024 sur les 3 cheminées d'un des 2 sécheurs basse température (le seul en service à l'époque) :

Débits : $356580 + 297320 + 301450 = 955350 \text{ m}^3/\text{h}$

L'attention de l'exploitant est appelé sur le fait que le débit autorisé pour les 2 sécheurs est seulement de $1\,500\,000 \text{ m}^3/\text{h}$.

Flux en COVT de 23,8 kg/h inférieur au flux autorisé de 200 kg/h

Flux en PS de 2,7 kg/h inférieur au flux autorisé de 12,7 kg/h.

Vu le rapport du 24/07/2024 conduit n°1 OSB BUTTNER (mesures du 24/06/2024) :

- selon rapport, flux conformes aux VLE.

- Flux en PS de 12,2 kg/h - conforme à la VLE de 20 kg/h applicable jusqu'au 30/06/2024. Dans son courrier du 24/09/2024, l'exploitant a indiqué avoir déconnecté ce sécheur depuis 16/09/2024.
Flux en COVT de 31,4 kg/h- conforme à la VLE de 80 kg/h applicable jusqu'au 30/06/2024. Dans son courrier du 24/09/2024, l'exploitant a indiqué avoir déconnecté ce sécheur depuis 16/09/2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2023, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2024, Autosurveillance - Mesure en continu

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

A compter de la date de mise en service des nouveaux sécheurs basse température, l'exploitant procède à un bilan quadriennal du programme de surveillance. A l'issue de ce bilan une adaptation du programme de surveillance pourra être envisagé après accord de l'inspection des installations classées.

Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

La périodicité de la transmission est à fréquence trimestrielle.

Le bon fonctionnement des appareils de mesure en continu est vérifié au moins une fois par jour. Les appareils de mesure en continu sont contrôlés une fois par an au moyen de mesures en parallèle selon les méthodes de référence définies par les normes en vigueur.

Paramètre	Conduits n°	Périodicité et type de contrôle
Débit gaz O ₂ CO Poussières (1) COVT et COVnm	n°3 - Sécheurs OSB	Mensuelle par organisme agréé En continu sur les 2 cheminées les plus pénalisantes et estimations mensuelles sur les 10 autres et Annuelle par organisme agréé (2) En continu et annuelle par organisme agréé

Débit gaz O ₂ NO _x Formaldéhyde	1, 2 et 3	Semestrielle par organisme agréé (3)
SO ₂ HAP Métaux	1, 2 et 3	Annuelle par organisme agréé
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	1, 2 et 3	Annuelle par organisme agréé
Débit gaz O ₂ NO _x Poussières SO ₂ CO	4 et 5	Annuelle par organisme agréé (sauf si durée de fonctionnement inférieure à 500 heures)
Débit gaz Poussières COVT Formaldéhyde	6 et 7	Semestrielle par organisme agréé

(1) Si le flux horaire de l'ensemble des émissions canalisées dépasse 50 kg/h, la mesure en permanence des émissions de poussières par une méthode gravimétrique est réalisée. Si le flux horaire dépasse 5 kg/h, mais est inférieur ou égal à 50 kg/h, une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée.

(2) La surveillance en continu des émissions est réalisée a minima sur l'émissaire le plus représentatif des émissions. Une mesure annuelle sur chacun des 5 autres émissaires permet de vérifier que l'émissaire défini est bien celui le plus représentatif des émissions. Les modalités de calcul des émissions font l'objet d'une note méthodologique établie par l'exploitant transmise à l'inspection des installations classées pour accord, 6 mois avant la mise en service des nouveaux sècheurs basse température.

(3) La technologie des futurs sècheurs par un séchage indirect avec l'utilisation de la chaleur

produite par des circuits d'eau chaude garantit l'absence de combustion au niveau des sécheurs, et par conséquent la production de NOx. La surveillance des NOx n'est donc pas requise sur les nouveaux sécheurs indirects OSB à partir du 01/07/2024.

Conduits et appareils surveillés	Substance	Périodicité et type de contrôle
Conduit 10 (gaz naturel)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées NOx CO Poussières SO ₂	En continu En continu + annuelle En continu + annuelle Semestrielle Estimation journalière et mesure semestrielle
Conduit 9 (biomasse)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées NH ₃ NOx CO Poussières SO ₂ HCl	En continu En continu + annuel En continu + annuel En continu + annuel En continu + annuel En continu + annuel En continu + annuel
Conduit 9 (biomasse)	HAP COV Métaux et métalloïdes Formaldéhyde	Trimestrielle La mesure trimestrielle devient annuelle si les résultats obtenus après un an de surveillance dans des c o n d i t i o n s d e fonctionnements similaires sont peu dispersés.
Conduit 9 (biomasse)	Hg et composés HF Dioxines et furanes	Annuelle

Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées	En continu
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	NOx CO	Surveillance permanente d'un paramètre représentatif plus étalonnage trimestriel + annuelle
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	Poussières	Annuelle
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	SO ₂	Estimation journalière et mesure annuelle

Mesures en continu

Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que:

- aucune valeur moyenne mensuelle au cours d'un mois civil ne dépasse la valeur limite fixée au présent arrêté ;
- pour les poussières, 97 % de toutes les valeurs moyennes relevées sur 48 heures ne dépassent pas 110 % des valeurs limites d'émissions ;

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;
- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;
- aucune valeur annuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 3.2.9 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Moyenne journalière : Moyenne sur une période de 24 heures des moyennes horaires valables obtenues par mesures en continu.

Moyenne annuelle : Moyenne sur une année des moyennes horaires valables obtenues par mesures en continu.

Mesures discontinues

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats des mesures, obtenus conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission en moyennes mensuelles.

Chaudière GEKA

Les rejets de la chaudière GEKA partent dans le sécheur et sont évacuées par le conduit de ce dernier.

Constats :

Conduits 1' et 2' - Sécheurs BT : mesure en continu débit, O₂, CO, PS, COVT

Les dispositifs de mesure en continu ne sont pas en place. L'exploitant a indiqué en inspection que le fournisseur a eu du mal à récupérer les données techniques du fournisseur des sécheurs pour pouvoir établir son offre (offre technique en juillet 2024) et compte tenu des délais de livraison, il a évoqué une livraison probable au 1^{er} trimestre 2025.

Par courrier du 24/09/2024, l'exploitant a confirmé les causes du retard et l'échéance de mise en place des appareils de mesure en continu. Il a joint les justificatifs associés dont la copie de la commande.

Il a en outre défini des mesures compensatoires pendant la période précédant la mise en place de la mesure en continu sur les rejets, à savoir :

- réalisation de mesures mensuelles sur les 6 cheminées des 2 sécheurs ;
- transmission à l'inspection des installations classées des résultats mensuels de ces mesures ;
- faire parvenir la méthode de suivi de ces mesures et transmettre les résultats une fois par trimestre.

Conduit 3- Sécheur PP (PROMILL) : mesure en continu - débit, O₂, CO, PS, COVT - Vu l'affichage des mesures en continu sur ces paramètres.

Conduit 9 - chaudière biomasse : mesure en continu - débit, O₂, NH₃, NO_x, Cl, PS, SO₂, HCl
Vu en salle de contrôle les mesures en continu sur ces paramètres plus celui sur HF.

Vu les QAL1.

Vu commande du QAL2 du 04/09/2024

PdC4 - Les rejets des nouveaux séchoirs BT ne sont pas équipés des dispositifs de mesure en continu sur les paramètres requis.

Lors de la visite, l'exploitant ne disposait pas de la note méthodologique précisant les modalités de calcul des émissions des nouveaux séchoirs BT. La note a été transmise par courrier du 24 septembre 2024. Cette note distingue les modalités de calcul dans les 2 situations rencontrées : avant ou après mise en place de la mesure en continu.

Avant cette mise en place, les flux émis seront calculés à partir de la moyenne des flux mesurés mensuellement par cheminée. L'exploitant précise qu'il écartera les résultats des mesures effectuées en process non stabilisé. **Cette exclusion devra être justifiée et les critères associés à un flux stabilisé seront à préciser.** Le flux annuel sera ensuite déterminé en fonction de ces flux et au prorata des heures de fonctionnement des séchoirs basse température et des séchoirs rotatifs.

Après cette mise en place, pour chaque sécheur, les résultats de la mesure en continu sur la cheminée équipée en mesure en continu servira de base de calcul pour les 2 autres cheminées selon une clef de répartition déterminée en fonction des résultats des mesures mensuelles réalisées avant la mise en place de la mesure en continu. Normalement, la mesure en continu doit être mise en place sur la cheminée la plus émettrice. Toutefois, l'exploitant mentionne "sous réserve de possibilité technique". **Une telle impossibilité technique devra être dûment justifiée.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Principes directeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Principes directeurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

<p>Constats :</p> <p>Constat lors de la visite :</p> <p>Ligne PP - système GRECON fonctionnel</p> <p>Ligne OSB- système GRECON fonctionnel sauf sur certaines lignes dont le déluge au niveau des convoyeurs alimentant les nouveaux sécheurs qui est consigné depuis pas mal de temps, l'exploitant n'arrivant pas à maîtriser son fonctionnement intempestif du à des entrées parasites du rayonnement solaire.</p> <p>Par ailleurs, il est constaté que la traçabilité associée à la consignation de ces lignes n'est pas correctement assurée.</p> <p>Par courrier du 24/09/2024, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêt définitif des anciens sécheurs et des lignes GRECON associées qui vont être supprimées du synoptique ; • la remise en service des lignes L098, L100 à L110 dans les jours suivant la visite suite aux travaux d'étanchéité réalisés permettant de se prémunir de déclenchement intempestifs (photo des écrans de contrôle joints) ; • le maintien hors service des lignes L090.1 et 2 et L91.1 et 2, faute d'avoir réussi à identifier les sources de lumière et donc les travaux à réaliser. L'exploitant poursuit ses recherches et indique que les systèmes GRECON et les systèmes de découplage ATEX en amont et en aval sont activés ce qui limite les risques en cas de départ d'incendie ou d'explosion dans les convoyeurs. IL met en avant les rondes de surveillance. <p>PdC5 - La mise en demeure du 27 janvier 2023 qui portait le bon fonctionnement des systèmes GRECON des installations existantes est satisfaite. Par contre, plusieurs lignes GRECON sont consignées sur les nouvelles installations OSB mises en place depuis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Définition générale des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Etablissements Répertoriés établi par l'exploitant.L'établissement</p>

est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Constats :

Analyse de l'inspection des installations classées du 15/05/2023 :

- Rapport de contrôle des RIA (intervention du 15 novembre au 09 décembre 2022) :

Le rapport d'intervention DESAUTEL du 21/11/2022 a été fourni. Ce dernier conclut que sur les 103 RIA, 32 ne sont fonctionnels (fuite à l'axe, fuite vanne, hors service, manipulation impossible, non-adapté, non-conforme) : "ATTENTION BEAUCOUP DE RIA SONT DÉROULÉES ET LAISSÉES A MÊME LE SOL CONSÉQUENT TUYAU PERSÉE DIFFUSEURS ÉCRASÉS PAR LES ENGINS"

La commande n'est pas encore passée mais elle est dans le système de passage (2 commandes se sont placées sous le même numéro). Le bon de commande est à communiquer (25-26000€). Il faut que normalement au 30/06/2023, tout soit changé. Les travaux ne sont pas les mêmes en fonction du RIA. Ils sont repartis avec des RIA où on peut changer pièce par pièce. La commande du 22/05/2023 pour la mise en conformité des RIA a été fournie.

- Rapport révision trentenaire :

Le rapport de phase II, analyses détaillées d'AMOPSI du 25/10/2022, concernant l'Analyse des Installations de protection incendie - Automatique de type Sprinkleurs des Sources B1, B2 et Postes de contrôles n°1,2,3,4,6,7,9,10,11,12,13,14,15,16 et 19 a été fourni. Ce rapport conclut : "À la suite de l'investigation phase 1 et de l'analyse de risques, certains postes de contrôle sont en totalité ou quasi-totalité non conformes suivant un dimensionnement réseau insuffisant pour garantir des densités plus élevées de l'origine. Pour rappel, selon les préconisations du groupe SWISS KRONO, les densités dans les zones mélaminées et OSB doivent être à minima 17.5l/min/m² - 260m².

Les postes concernés par ces anomalies sont :

- POSTE 1
- POSTE 2
- POSTE 3
- POSTE 4
- POSTE 6
- POSTE 9 car refait en 2012 mais comportant quelques remises en conformité
- POSTE 10 (sauf extension calculée à 15l/min/m² - 260m²)

o Nous avons réalisé à titre d'exemple un calcul TQC sur ce poste 10 d'origine afin de justifier nos conclusions. (Voir chapitre 8.2 et 8.3)"

Le rapport phase I a été envoyé le 22/05/2023. Le rapport phase I conclut : "Les 2 sources B (diesel) ne sont pas capables de subvenir aux besoins hydrauliques pour une densité de 17.5l/min/m² - 325m² + les besoins poste déluge et rideau d'eau. La réserve d'eau est capable de subvenir aux besoins avec la réalimentation de 100 m³/h en complément des 1000 m³ utile de la réserve.

Le rapport phase III n'a pas encore été commandé (cahier des charges pour consulter sur les travaux).

Les organes d'approvisionnement amènent à 17,5 l/min/m² normalement. Ils vont refaire le point avec la société de contrôle parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les constats qui ne feraient pas partie du contenu de la phase II.

Suite au rapport phase II, il y a les tuyaux de sprinklage à remplacer dans 10-12 halls soit près de 1 M€. Le sprinklage fait partie des priorités 2nd semestre de l'exploitant. Les travaux vont être faits dans le plan d'investissement de 2023-2025 (2,5 M€).

Réponse exploitant du 03/07/2023 : le plan d'actions se poursuit, dès la mise en conformité nous vous fourniront les preuves.

Constat lors de la visite :

Vu rapport de vérification des RIA DESAUTEL du 09/11/2023 - 2 RIA hors service + 3 dont la manipulation est impossible et 10 mentionnés fuyards.

Pas de justificatifs de mise en conformité présenté en inspection.

Le système de sprinklage est ancien et n'est pas conforme à une référentiel certifié.

Vu le CCTP lot n°1 sprinklers du 20/09/2023 relatif à la mise en conformité trentenaire du système de protection incendie.

Concernant la mise en conformité trentenaire de son système de sprinklage, l'exploitant indique n'avoir pas réussi à obtenir malgré une consultation à l'étranger et en France d'offres de sociétés agréées avec un engagement sur un délai de réalisation. . Il va donc passer commande pour le remplacement des 2 GMP pour passer d'un débit de 500 m³/h à 600 m³/h sans passer par un installateur agréé.

PdC6 - L'exploitant ne peut toujours pas justifier de la conformité de l'ensemble des RIA du site ni de son système de sprinklage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- les justificatifs de mise en conformité des RIA (nouveau rapport DESAUTEL montrant que les écarts détectés en 2023 ont été levés,
- la liste exhaustive des travaux de mise en conformité nécessaires selon le rapport AMOPSI en précisant ceux prévus en 2025 ou réalisés en 2024 ou 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre {ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.5111 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une

évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-45 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations ne sont pas admis dans l'installation.

Constats :

Analyse de l'inspection des installations classées du 15/05/2023 : Le rapport APAVE du 18/01/2023 concernant la vérification complète foudre du site (intervention du 06 au 18/01/2023) a été fourni. Ce dernier précise que des travaux sont en cours mais que 11 non-conformités sont encore présentes (et 2 avis suspendus). Le planning prévisionnel foudre a été fourni. Il concerne le planning de la société CLEMESSY qui intervient soit pendant les arrêts techniques (quand c'est nécessaire) toutes les 6-8 semaines entre 12 et 24 heures soit en masqué quand il peut. Les commandes du 22/03/2023 concernant la reprise PDA, les mises en conformité électriques foudre et l'installation d'une armoire Delmac ont été fournies. Les NC 10, 15 et 16 (avis suspendus sur les PDA) seront faites par le société Renard. Il y a beaucoup de reprises à faire en lien avec le changement d'organisme certificateur. Les travaux sont en cours, cela avance au rythme des disponibilités des intervenants et des arrêts techniques.

<p><u>Constats lors de la visite :</u></p> <p>Vu rapport de vérification visuelle APAVE du 12/01/2024 - vérification du 03/01/2024 au 12/01/2024</p> <p>4 observations dont une mineure.</p> <p>PdC7 - Les justificatifs de levée des observations n'ont pas été présentés en inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le justificatif de levée des observations de la vérification visuelle de janvier 2024 ; • l'ARF mise à jour pour intégrer la chaufferie biomasse et les sécheurs BT ; • l'ETF mise à jour pour intégrer la chaufferie biomasse et les sécheurs BT ; • la vérification complète des installations de protection contre la foudre intégrant les sécheurs BT et la chaufferie biomasse.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 8 : Consommations d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommations d'eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Eaux superficielles (Loire) : Prélèvement maximal annuel : 250000 m³</p> <p>- Eaux de forages (Eau souterraine Calcaires d'Etampes) : Prélèvement maximal annuel : 80000 m³</p> <p>- Eau de ville : 5 000 m³</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Consommation en eau brute en 2023 (Loire et eaux souterraines) de 231 604 m³. Vu en visite les 2 compteurs d'eau "entrée usine".</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies [se reporter à l'arrêté].</p>
Constats : <p>Résultats d'octobre 2023 et à mai 2024 déclarés dans GIDAF à la date de l'inspection. Rejet n°1 ancien bassin orage : conformes d'octobre à mai Rejet n°2 bassin OSB : non-conformes d'octobre à mai Mai 2024 - dépassements MES = 231 mg/l pour VLE de 35 mg/l Avril 2024 - dépassements MES = 231 mg/l pour VLE de 35 mg/l - DCO 134 mg/l pour VLE de 125 mg/l - Zn 0,255 mg/l pour VLE à 0,2 mg/l Mars 2024 - dépassements MES = 40 mg/l pour VLE de 35 mg/l - DCO 151 mg/l pour VLE de 125 mg/l - Zn 0,249 mg/l pour VLE à 0,2 mg/l Février 2024 - dépassement MES = 57 mg/l pour VLE de 35 mg/l - Zn 0,273 mg/l pour VLE à 0,2 mg/l Janvier 2024 - dépassements DBO5 = 62 mg/l pour VLE de 30 mg/l - DCO 128 mg/l pour VLE de 125 mg/l - Zn 0,377 mg/l pour VLE à 0,2 mg/l Décembre 2023 - dépassements MES = 60 mg/l pour VLE de 35 mg/l - DCO 159 mg/l pour VLE de 125 mg/l - Zn 0,328 mg/l pour VLE à 0,2 mg/l Novembre 2023 - dépassements MES = 56 mg/l pour VLE de 35 mg/l - DCO 138 mg/l pour VLE de 125 mg/l - Zn 0,212 mg/l pour VLE à 0,2 mg/l Octobre 2023 - dépassements MES = 174 mg/l pour VLE de 35 mg/l - DBO5 = 33 mg/l pour VLE de 30 mg/l - DCO 289 mg/l pour VLE de 125 mg/l - Zn 0,305 mg/l pour VLE à 0,2 mg/l PdC9 - Les VLE en DCO, MES et Zn du point de rejet n°2 (bassin OSB) sont régulièrement dépassées. Des dépassements très ponctuels en DBO5 et de faible amplitude. L'exploitant poursuit ses études pour revenir à une conformité de ses rejets. Par courrier du 24/09/2024, il présente l'avancement de son projet : Poursuite du travail avec les services du CD45 pour quantifier la part de rejet des RD dans le bassin de SWISS KRONO, versus les rejets de l'exploitant. La dernière réunion s'est tenue le 28/05/2024. <u>Point d'avancement</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Etude par le département du flux théorique entrant dans le bassin SWISS KRONO

terminée ;

- Mesures de flux sur les entrants SWISS KRONO en cours de finalisation -jusqu'en septembre 2024) ;

Résultats

- un flux estimé en provenance de la RD 548 par points entrants non négligeable par rapport au flux total engendrant la création d'un (de) bassin(s) pour le département :
 - solution A : un bassin de 520 m³ sur parking PL de SWISS KRONO et un bassin de 635 m³ chez le propriétaire situé en face de l'entrée VL de SWISS KRONO ;
 - solution B : un bassin de 1265 m³ sur le terrain de SWISS KRONO avec station de relevage au niveau de l'étang situé à l'entrée VL.

Plan d'actions

- trouver un terrain pour le(s) bassin(s) du département ;
- nouvelle étude par SWISS KRONO pour un traitement de ces rejets en fonction de ces nouvelles données ;
- finalisation par SWISS KRONO des relevés de débits pour communication à son prestataire afin d'ajuster les solutions de traitement des rejets d'eaux pluviales.
- dans l'attente d'une solution pérenne, mise en place d'actions visant à réduire les rejets de MES, DCO, DBO :
 - changement d'un dégrilleur en 08/2023 ;
 - contrat avec une société de pompage pour un curage préventif toutes les 5 semaines du canal à ciel ouvert qui rejette dans le bassin OSB ;
 - poursuite du curage nettoyage du bassin 3 fois par an.
- concernant les rejets en Zn :
 - mise en place d'un asservissement permettant de supprimer l'écoulement d'eau dans les boues sèches de l'installation de lavage des fumées de l'unité PP lors de son arrêt ; le reste du Zn provient du stockage sur parc des rondins de bois et l'écoulement des eaux pluviales et sera traité dans le cadre de la solution globale de traitement des rejets du bassin OSB.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Gestion des sols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des sols

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Une étude de pollution de sols sera menée avant le début des travaux afin d'évaluer ce risque et définir les mesures adéquates.
En cas de découverte de pollution pendant les travaux un plan de gestion des sols pollués sera mis en place. Le cas échéant, les terres polluées sont évacuées dans les filières autorisées.

Constats :

L'exploitant n'a pas fourni d'étude préalable de pollution des sols au droit des sécheurs. Il n'a pas réalisé d'analyses sur les terres excavées et évacuées considérant que la zone n'était pas identifiée comme polluée.

Les terres ont été évacuées pour une valorisation (pas de rétribution du destinataire). Selon l'exploitant, il est encore possible de faire des prélèvements de terre chez le destinataire, un particulier qui les aurait utilisées pour constituer les digues d'un étang. Ce prélèvement devra être effectué par un bureau d'études spécialisé en matière de sites et sols pollués.

PdC10 - L'exploitant ne dispose pas de justificatif de non-pollution des terres excavées et de la conformité de la filière de gestion de ces terres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- les résultats d'analyse sur les terres excavées justifiant de leur absence de pollution ;
- la destination et l'emploi de ces terres ;
- la confirmation par le destinataire que ces terres ont été utilisées pour un projet d'aménagement sans rétribution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 11 : PREVENTION DES POLLUTIONS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et d'orage

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

[...]

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement, dénommés « ancien bassin » et « bassin OSB » de capacités respectives de 8000 m³ et de 10000 m³, avant rejet vers le milieu naturel.

[...]

Constats :
PdC11 - La membrane d'étanchéité du bassin OSB est largement endommagée et ne permet plus de garantir son étanchéité en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : PLAN DE DEFENSE CONTRE UN INCENDIE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.6.2 et 11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.6.6.2</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan de Défense Incendie sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Le Plan de Défense Incendie définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du Plan de Défense Incendie doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en oeuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la recherche systématique d'améliorations des dispositions du Plan de Défense Incendie ; cela inclut notamment : • l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, • la formation du personnel intervenant, • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage), • la revue périodique et systématique de la validité du contenu du Plan de Défense Incendie, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, • la mise à jour systématique du Plan de Défense Incendie en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>Le comité social et économique, s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du Plan de Défense Incendie.</p> <p>Le Plan de Défense Incendie est remis à jour au plus tard tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Le Plan de Défense Incendie et les modifications notables successives sont transmis à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le Plan de Défense Incendie. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le</p>

compterendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 11.1

Article	Document	Date d'échéance
[...]	[...]	[...]
7.6.6.2	Actualisation du Plan de Défense Incendie (tous les 3 ans ou à chaque modification notable des installations)	A la mise en service de la centrale de production d'énergie
[...]	[...]	[...]

Constats :

PdC12 - Le plan de défense contre l'incendie n'a pas été mis à jour suite à la mise en service de la centrale biomasse.

L'exploitant a indiqué qu'il était en attente des scénarii de la centrale biomasse par DALKIA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 13 : PREVENTION DES POLLUTIONS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.4.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Protection du forage

Prescription contrôlée :

La protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

Constats :

PdC13 - La margelle du forage est inférieure à la hauteur prescrite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 14 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 9.2 ci-dessus sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. Les résultats de l'autosurveillance, notamment des rejets aqueux et du suivi des Légionelles, sont transmis par l'exploitant par le biais de l'application Internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).</p> <p>Sauf spécification particulière du présent arrêté, les résultats d'autosurveillance non gérés par l'application GIDAF sont adressés trimestriellement à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les derniers résultats déclarés dans GIDAF de l'autosurveillance des rejets aqueux dataient de mi 2024. Aucune nouvelle déclaration n'a été effectuée depuis en dehors de celle requise sur l'analyse des PFAS en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Les résultats d'autosurveillance des rejets atmosphériques (mesure en continu) ne sont pas transmis depuis le début de l'année 2024.</p> <p>PdC14 - Les résultats des mesures en continu des rejets atmosphériques ne sont pas transmis trimestriellement et les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux ne sont plus déclarés depuis juin 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours